

Correspondance concernant la rédaction

Revue française
de droit administratif
Daloz, 11, rue Soufflot
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 43 29 50 80

| | |
|-----------------------------------|--------|
| Biblioteca de la Corte Suprema | |
| Nº de Orden | 114222 |
| Ubicación | 2-74 |



Abonnements
(Joindre paiement à l'ordre de Dalloz-
messageries aeriennes sur demande.)

Abonnement annuel partant
du 1^{er} numéro de l'année
6 nos 1986

France et D.O.M. : 440 F
dont T.V.A. 4% (16,92 F)

Étranger : 500 F

Administration et abonnements

Daloz, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 43 31 04 85

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro,
constateront que la livraison précédente ne leur est
pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des
abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garan-
tir pendant plus de 6 mois le service des numéros
manquants.

revue française de droit administratif

Table des matières

Le nouveau régime de l'aménagement urbain

| | |
|--|-----|
| Avant propos, par Yves JEGOUZO | 291 |
| La loi du 18 juillet 1985, sur l'aménagement urbain : genèse et lignes directrices, par Jean-Bernard AUBY | 295 |
| Le département et l'aménagement urbain : les espaces naturels sensibles, par René CRISTINI | 304 |
| La commune et l'aménagement, par Hubert-Gérald HUBRECHT et Guy MELLERAY | 317 |
| Pour une réforme des droits de préemption issus de la « loi aménagement » par Hugues PÉRINET-MARQUET | 332 |
| Le financement de l'aménagement après la loi du 18 juillet 1985, par Yves JEGOUZO | 339 |
| Les associations foncières urbaines et la loi du 18 juillet 1985, par Fernand BOUYSSOU | 354 |
| Un regain de vitalité pour les H.L.M.?, par Rémi ROUQUETTE | 357 |

Rubriques

Actes unilatéraux et contrats

Jurisprudence

Nature juridique et portée des contrats de plan entre
l'État et les régions : l'affaire du *Synchrotron*, par
Jean RAYMOND
(Concl. sur Trib. admin. Strasbourg, 5 déc. 1985,
Communauté urbaine de Strasbourg) 369
et note, par Hubert-Gérald HUBRECHT 378

Biens et travaux

Jurisprudence

La responsabilité d'une commune du fait de la
signature d'un bail commercial sur le domaine
public, par Philippe TERNEYRE
(Note sous Cons. d'Ét. 6 déc. 1985, *Mlle Boin-
Favre*) 382

Collectivités locales

Jurisprudence

Refus d'un conseiller municipal d'assister aux séances
du conseil et démission d'office (art. L. 121-23
du code des communes), par Dominique LA-
TOURNERIE
(Concl. sur Cons. d'Ét. 6 nov. 1985, *Maire de
Viry-Châtillon*) 388
Déféré administratif et recours pour excès de pou-
voir : quelques éléments de comparaison, par Guy
MELLERAY
(Note sous Trib. admin. Nantes, 3 janv. 1985,
*Commissaire de la République du département de
Loire-Atlantique*) 392

Contentieux

Jurisprudence

La représentation de l'État dans le contentieux des

actes des institutions administratives autonomes,
par Michel ROUX
(Concl. sur Cons. d'Ét. 10 janv. 1986, *Chambre
régionale des comptes d'Île-de-France*)

396

Droit administratif comparé

Étude

L'expérience des tribunaux administratifs régionaux en Italie, dix ans après leur institution, par Claudio FRANCHINI

400

Droit public économique

Jurisprudence

La notion de transfert du secteur public au secteur privé : nouvelles précisions, par Bruno LASSERRE (Concl. sur Cons. d'Ét. 11 oct. 1985, *Syndicat général de la recherche agronomique C.F.D.T. et autres*)

409

Fonction publique

Actualité législative

Le nouveau statut des personnels non médicaux des établissements publics sanitaires et sociaux (loi n° 86-33 du 9 janv. 1986, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière), par Alice SLONIMSKI

418

Jurisprudence

Le problème du versement d'indemnités aux fonctionnaires de l'État mis à la disposition des collectivités locales, par Pierre SILVESTRE (Concl. sur Trib. admin. Dijon, 16 avr. 1985, *Préfet, commissaire de la République du département de l'Yonne C. Conseil général de l'Yonne*)

427

Annulation du décret du 16 septembre 1983 relatif aux obligations de service d'enseignement dans les universités (Cons. d'Ét. 25 avr. 1986, *Association des professeurs d'université dans des disciplines juridiques, économiques, politiques et de gestion*)

430

Documents

A propos du principe de mobilité : la procédure de changement de corps, une garantie fondamentale mort-née? par André BALDOUS et Jean-Paul NEGRIN

432

Police - libertés publiques

Jurisprudence

La suspension du permis de conduire à la suite d'une infraction pénale, par Bernard STIRN (Concl. sur Cons. d'Ét. 14 déc. 1984, *Ministre des Transports C. M. Traissac*)
Observations par Jean MORANGE

435

437

La police des films : l'affaire du « Pull-over rouge », par Bruno GENEVOIS (Concl. sur Cons. d'Ét. 26 juill. 1985, *Ville d'Aix-en-Provence C. Société Gaumont distribution et autres*)

439

Les contrôles préventifs d'identité, par Jean MORANGE (Note sous arrêts Ch. crim. 4 oct. 1984 et 25 avr. 1985)

444

Commentaire

A propos du troisième rapport de la Haute autorité de la communication audiovisuelle, par Jean MORANGE

449

Actualité bibliographique

Les droits de l'homme, compte rendu par Jean MORANGE

451

Responsabilité

Jurisprudence

A propos du forfait de pension, par Pierre BON — Pour un assouplissement des rigueurs du forfait de pension (Note sous Trib. admin. Bastia 3 mai 1985, *Mmes Germaine Fratani et Marie-Claire Fratani, épouse Luciani* et 12 juill. 1985, *M. Stéphane Zakariades*)

452

— Forfait de pension et responsabilité : l'application dans le temps de la loi nouvelle (Note sous Cons. d'Ét. 7 févr. 1986, *M. Didier Carbonneaux et autres*)

459

Urbanisme et environnement

Jurisprudence

Les pouvoirs des maires en matière d'instruction des demandes de permis de construire, par Francis DELON

(Concl. sur Cons. d'Ét. 16 oct. 1985, *Commissaire de la République du Puy-de-Dôme*)

464

De l'irresponsabilité pour « faute » de l'Administration qui refuse un permis, par Jean-Paul GILLI (Note sous Cons. d'Ét. 26 juill. 1985, *M. Joly Daniel et ministre de l'Urbanisme et du Logement*)

471

Certificat d'urbanisme et règle de constructibilité limitée, par Jean-Paul BRISEUL (Note sous Trib. admin. Clermont-Ferrand, 18 juin 1985, deux espèces : *M. André Reviron C. État, préfet, commissaire de la République de la Haute-Loire; M. Claude Rochet C. État, préfet, commissaire de la République de la Haute-Loire*)

476

Point de vue

Après quatre années de réformes du code de l'urbanisme, où va-t-on? par Antoine GIVAUDAN

481

Droit administratif et droit communautaire

Étude

La déréglementation et le droit communautaire, par Louis DUBOUIS

483

Droit administratif et droit social

Actualité jurisprudentielle

Chronique d'actualité, par Yves GAUDEMET

494

Droit administratif et finances publiques

Jurisprudence

Péréquation départementale et budget communal, par Olivier FOUQUET

(Concl. sur Cons. d'Ét. 21 oct. 1985, *Commune d'Amneville*)

502

et note, par Jean LAMARQUE

511

Caractère fiscal des « impositions de toute nature » au sens de l'article 34 de la constitution, par Philippe MARTIN

(Concl. sur Cons. d'Ét. Assemblée, 20 déc. 1985, *Société anonyme « Établissements Outters »*)

513

Pour les tables alphabétique et chronologiques des textes et de jurisprudence, voir en fin de numéro.

Les opinions émises dans la revue n'engagent que leurs auteurs.

400282



61060